

Gagner sur nos revendications solidaires

A l'évidence, des choses sont en train de bouger dans la situation sociale.

De plus en plus de salariés constatent que leurs légitimes attentes -qui, pour une part, se sont également exprimées dans le vote SARKOZY au printemps dernier- ne trouvent absolument aucune réponse.

Pire, ils vérifient au quotidien que la politique du Président de la République, les mesures qu'il cherche à imposer, constituent de lourdes attaques contre le monde du travail et autant de cadeaux pour les plus nantis.

A n'en pas douter, l'heure est à la riposte.

Une mobilisation qui se développe :

Le 13, puis le 18 octobre, ont constitué des premiers temps forts dans la construction de l'indispensable rapport de forces. D'ailleurs, en ce qui concerne la journée du 18 octobre, tout démontre aujourd'hui que l'UGFF a eu cent fois raison de prendre ses responsabilités.

Aujourd'hui, le mouvement prend de l'ampleur. Dans de nombreux secteurs, des actions voient le jour et, parfois, s'inscrivent dans la durée.

C'est dans le cadre de ce développement des luttes que se situent la grève reconductible du 14 novembre sur la défense des régimes spéciaux et du service public et la journée de grève et de manifestations du 20 novembre dans la Fonction publique.

Convergences des luttes et inscription dans la durée :

Toutes ces actions ne s'opposent pas entre elles, bien au contraire. A partir des réalités revendicatives du terrain, elles participent pleinement à l'ancrage d'une mobilisation large et multiforme.

Bien entendu, pour la CGT, la recherche des convergences interprofessionnelles est une nécessité, tant ce sont des enjeux transversaux qui sont le plus souvent posés au travers de ces mouvements.

Enfin, tout en continuant à travailler à l'unité la plus large, pour la Fonction publique, la question de l'après 20 est déjà posée. Pour l'UGFF, il ne saurait être question de faire l'impasse sur les prolongements à donner à la journée du 20 s'il n'y a pas d'avancées significatives sur les revendications portées.

Travailler sur nos revendications, développer les convergences, rechercher l'unité, inscrire notre action dans la durée : voilà les axes à mener de front pour empêcher les mauvais coups et conquérir de nouveaux droits.

cOup dE GueUle !!!

Nos salaires et le bras d'honneur présidentiel

Des années que l'on nous serine sur tous les tons que nos revendications salariales ne sont pas réalistes, pas crédibles, et qu'il faut que nous soyons beaucoup plus compréhensifs. C'est qu'il y a des réalités économiques qui sont incontournables, des difficultés budgétaires qui exigent de la rigueur (mais pas d'austérité, ne confondons pas), la lutte contre le chômage...

Des années passées à entendre de tels discours et nous de répéter, d'argumenter, sans cesse, que les agents de la fonction publique n'étaient pas des privilégiés, que l'on pouvait dégager des moyens pour le service public, pour le progrès social...

Des années à ramer pour rassembler, lutter, pied à pied, sans relâche...

Et voilà qu'en deux coups de cuillère à pot, un coup d'esbroufe et sans difficulté aucune, le Président de la République rend « possible » une augmentation de son propre salaire de plus de 140% !

Alors quoi ? On serait donc devenus des timorés de l'exigence sociale, des ramollis de la revendication, des mous de la lutte ?

Ou ne serait ce pas plutôt une nouvelle démonstration d'une pratique du pouvoir hautaine, personnelle, autoritaire, méprisante et ignorante des réalités des difficultés sociales.

Car dans le même temps ou notre président montrait que « tout est possible »... pour lui, son gouvernement rejetait toute ouverture de négociation salariale dans la Fonction Publique et décidait unilatéralement que la mesure salariale générale serait de ... 0%.

Ah, quelle belle république où « tout est possible », même un magnifique bras d'honneur présidentiel !

Le trait de l'actu.



par PJ